

tenant compte d'un mois de détention préventive qui a été déjà subi par le prévenu. Le Tribunal ordonne en outre que les restrictions auxquelles était soumise la liberté provisoire du prévenu, se ont supprimées jusqu'à l'exécution de la peine.

ÉTRANGER

ESPAGNE.— La *Voix de la Patrie* publie la dépêche suivante :

« Prats de Mollo, 19 décembre, midi. (Officiel).—Le général Tristany a battu l'armée Lopez Dominguez près de Cardosa; prisonniers, beaucoup de canons et butin de guerre ont été pris. »

L'*Univers* publie, de son côté, une dépêche ainsi conçue :

« Saint-Jean-de-Luz, 20 décembre, 5 h. 55 m. du soir. — La victoire des carlistes en Catalogne se confirme. Tristany a mis en déroute la colonne de Lopez Dominguez, faisant de nombreux prisonniers, prenant des canons et des effets de guerre. »

NOUVELLES DE BELGIQUE.

Grève dans le bassin de Charleroi. — On écrit de cette ville le 19 : « Un calme parfait n'a cessé de régner jusque maintenant. Toutefois, hier matin, l'intervention de la gendarmerie a été nécessaire pour disperser les rassemblements hostiles aux abords de la fosse de la Neuville. Les grévistes appartenant à ce puits sont au nombre de 550. Un d'entre eux, le nommé Wauquier, armé d'une hache et posté à l'entrée de la cour, a réussi à exciter les esprits de ses compagnons de travail. »

« Se ralliant à ses paroles pernicieuses, ils se sont ameutés au nombre de 150 environ, et se sont dirigés vers la fosse du Résolu, du même charbonnage, dans le but de précipiter les wagons dans les puits et de couper les cordages. »

« Heureusement la gendarmerie est arrivée sur les lieux avant que la tourbe d'émeutiers ait eu le temps de mettre son sinistre projet à exécution. A la vue des agents de la force publique ils se sont dispersés dans toutes les directions. »

« Au moment où nous écrivons ces lignes, les sons des clairons se font entendre; un détachement de troupes entre en ville. Ce sont quatre compagnies du premier régiment de chasseurs à pied, actuellement en garnison à Mons. Il ont mis pied à terre dans les bâtiments de l'hôpital militaire. »

Société industrielle du Nord de la France.

Nous avons publié hier le compte-rendu de la séance de la Société Industrielle et mentionné les discours prononcés, l'un par M. Ozenne, le second par M. Kuhlmann. Nous croyons utile de publier aujourd'hui ces deux discours.

Discours de M. Ozenne.
Messieurs,

Je m'associe de grand cœur à l'œuvre que vous poursuivez et à ces marques de sympathie que viennent chercher auprès de vous les hommes qui se vouent à l'étude des sciences industrielles. Née d'hier, votre Société tient déjà un rang distingué parmi nos institutions nationales. J'en connais peu qui témoignent davantage de cette énergie, de cet esprit d'initiative qu'on dénie trop souvent à la race française. C'est ici qu'il faudrait amener les adversaires de la décentralisation. Ils verraient comment on peut se concerter en vue d'une œuvre patriotique, désintéressée; comment la haute industrie et la science se donnent la main pour féconder les entreprises privées. Oui, messieurs, cette force d'association qu'on a trop souvent reléguée parmi les châtiments, sort tout naturellement du sein de la grande industrie, sans phrase pompeuse, sans système ambitieux. Permettez à un serviteur de l'Etat, au délégué du ministre de l'Agriculture et du Commerce, de vous en féliciter. L'initiative privée est le principe favori du ministre de l'Agriculture et du Commerce, celui qu'il aime à défendre contre l'excès de la réglementation et l'abus de la fiscalité.

encore vivant, le maître hôtelier s'emporta en l'accusant de négligence, d'oubli, d'ingratitude, sur quoi sa femme éclata :

— S'il n'écrivait pas, le brave enfant, s'écria-t-elle avec indignation, c'est que Dieu nous l'a repris ! Est-il possible que son père lui-même soit assez cruel pour insulter à sa mémoire ! Il avait un cœur d'or, notre pauvre fils !... et il nous aimait mieux que nous ne le méritons ! La conséquence de ces scènes fut qu'on en vint à ne plus parler de Victor. Il avait disparu, il avait péri, c'était avéré. Sa mère elle-même en convenait.

Puis le temps accomplit sa tâche cruelle.

Loin des yeux, loin du cœur. L'argument décisif avait été qu'il n'écrivait pas.

Et cependant la seule idée vers laquelle convergèrent tous ses efforts était d'écrire à sa famille.

Mais comment y parvenir ? Comment se procurer du papier et une plume ? A quelle distance de la Castellania y avait-il un bureau de poste ? Complication horrible : toute lettre des possessions espagnoles pour la France devait être affranchie. Victor le savait bien, puisque l'affranchissement de celle qu'il avait expédiée de Ténérife lui avait coûté une demi-piastre.

Et il n'avait rien à lui : ses humbles vêtements d'esclave, pas plus que sa jolie livrée des jours de gala, ne lui appartenaient.

Permettez-moi de rappeler des faits qui donnent à cette initiative un intérêt tout particulier. Les réformes économiques auxquelles je m'honore d'avoir pris part ont pu troubler un instant la situation de l'industrie et lui créer des difficultés inattendues. L'une des plus graves consistait dans les habitudes prises, les procédés arriérés, l'inexpérience avec laquelle on abordait la lutte contre les concurrents mieux outillés; et cette inexpérience, elle se révélait surtout dans l'isolement des différentes industries, peu accoutumées à se concerter et à se féconder l'une par l'autre. L'Agriculture et l'Industrie proprement dite vivaient, pour ainsi dire, dans deux domaines séparés. Alors, messieurs, surgit une nouvelle puissance entre le particulier, livré à lui-même, et l'Etat, moins prodigue de son intervention. Je veux parler de la science industrielle. C'est elle qui doit faire circuler la sève de toutes les branches du travail, susciter les progrès, combattre la routine... mais est-ce tout, messieurs ? La science toute seule vaudrait-elle à elle seule une telle révolution ?

Suffit-il qu'il y ait en France quelques hommes renfermant tout le savoir qu'un être humain peut contenir, toujours courbés sur des livres et sur des alambics ? Non, ce n'est point assez de cette science majestueuse et serene qui habite sur les sommets. Il ne suffit même pas que quelques hommes illustres, comme les Gay-Lussac, les Chevreul, les Dumas, ouvrent pour vous leurs mains, pleines de vérités. Autrement, messieurs, nous n'aurions rien à désirer, car la science n'est pas nouvelle en France. Mais il fallait la tirer des laboratoires, la répandre, la vulgariser, en faire sortir des machines et même des usines. C'était un capital inappréciable qui trop souvent restait improductif et qu'il fallait mettre en valeur.

Vous le voyez, Messieurs, c'est votre œuvre même que je définis. Vous avez été chercher dans son temple cette science réparatrice, vous avez poussé vers elle les groupes de travailleurs, vous lui tracez chaque jour un chemin glorieux à travers nos champs et nos fabriques, signalant partout les innovations heureuses, les tentatives hardies. L'an dernier, votre honorable président, faisant le tableau des progrès accomplis, vous montrait l'Agriculture et l'Industrie s'unissant enfin, échangeant leurs procédés et grandissant ensemble sous la tutelle de la science. L'union, en un mot, était faite, et chemin, loin de garder pour soi ce qu'il considérait autrefois comme un secret de culture ou de fabrication, a voulu que tous pussent profiter de découvertes accomplies. Voilà, messieurs, ce que j'appellerai une union sympathique, un fonds commun qui caractérise fort bien les efforts faits par vous pour atteindre le but que vous poursuivez.

Je ne reprendrai pas, messieurs, les détails techniques si bien mis en lumière par votre honorable président, ni les procédés ingénieux qui seront exposés dans les rapports de vos lauréats. Je veux dire un mot de votre excellente organisation et de la manière dont vous comprenez votre tâche. Vos cinq comités de génie civil, de la filature, des arts chimiques, du commerce et de l'utilité publique, dont les travaux séparés viennent en aide à l'œuvre commune, me semblent répondre parfaitement aux différents groupes de questions qui intéressent l'industrie. Les trois premiers, spécialement consacrés à l'étude des procédés techniques, ont su cependant faire une place tantôt à des inventions philanthropiques, comme le perfectionnement des moyens de sauvetage, tantôt à des études comparatives plus larges, comme les recherches sur la culture du lin dans les différents pays, sur la richesse des betteraves et sur les moyens d'en améliorer la culture.

Je vous félicite, messieurs, d'avoir compris que le progrès industriel ne se bornait pas là, et qu'il embrassait plusieurs questions d'intérêt général. Votre comité d'utilité publique a bien rempli sa mission; l'intérêt qu'il témoigne à la première enfance, en s'occupant de mieux régler le travail des ouvriers auxquelles la maternité vient apporter de nouveaux devoirs, les études faites sur l'organisation du travail en général, sur les conséquences des sinistres, justifient pleinement son titre, que votre so-

Il se comparait à Robinson, dont les aventures avaient autrefois enflammé son imagination juvénile. A la Castellania, il se sentait tout aussi séparé des siens que s'il eût été jeté sur une île déserte. A la vérité, il avait le vivre et le couvert; mais il était esclave, surveillé de très-près, en butte à la jalousie des uns, à la tyrannie des autres. Comment s'évader ? Où fuir ? A quoi bon désertir de l'habitation, s'il devait y être ramené de force ? Ses plus innocentes actions pouvaient nuire à sa délivrance.

En vérité, pensait-il, Robinson n'était pas plus malheureux que moi. Personne ne l'espionnait, au moins, tandis qu'ici tout le monde peut me nuire.

Le pauvre enfant n'osait pleurer, soupirer ni prier qu'en cachette; et déjà pourtant la Calisto avait surpris le plus dangereux de ses secrets.

VII — PETITES RUES

Bien avant d'être en état de parler espagnol avec assez de netteté pour plaider sa cause, Victor compréhensif à peu près tout ce qu'on disait devant lui. Il apprit ainsi sa propre légende d'après les Tornazo, qui avaient altéré celle de Zurban pour le mieux de leur négoce :

« Il passait pour un esclave de couleur né au Maroc, et vendu en contrebande par des traitants du pays contrairement à ses lois. »

— Mensonges sur mensonges, que je démentirai facilement quand je saurai m'exprimer tout à fait bien.

Mais Rita, qui, de son côté, avait

ciété revendiquée avec raison pour elle-même. En effet, en parcourant la liste de vos œuvres, je suis frappé de voir qu'elles n'ont pas un caractère purement théorique, mais que vous savez à propos passer de la science à la pratique, quand les intérêts généraux de l'industrie sont en jeu; étudier les questions économiques, aussi bien que les procédés spéciaux; toucher aux grands problèmes de notre société moderne; adresser de justes observations aux pouvoirs compétents dans la question des taxes municipales; soutenir de vos deniers un institut chargé de répandre l'enseignement commercial. Ces œuvres, je me plais à les énumérer, car il importe de publier hautement toutes les heureuses entreprises dont une société comme la vôtre peut contenir le germe, et de proposer cet exemple à la France entière, qui suivra vos traces, comme vous avez suivi celles de Mulhouse et de Paris.

Mais il est un de ces comités auquel je dois une mention particulière, parce qu'il est l'organe des intérêts commerciaux proprement dits. Les questions qui l'occupent sont précisément celles qui, chaque jour, sont étudiées au ministère que j'ai l'honneur de représenter ici. C'est à votre comité du commerce que vous avez soumis le questionnaire posé par la commission des exportations. Nous avons vu votre réponse, messieurs; elle est arrivée parmi les premières, et je puis vous dire qu'elle a fait une impression sérieuse sur les membres de la commission. Vous verrez bientôt celle-ci reprendre le cours de ses travaux, et je ne doute pas que vous ne suiviez pas avec intérêt des recherches que vous aurez contribué à éclairer. Elles se rattachent aux plus graves questions qui puissent préoccuper un gouvernement, désireux de favoriser l'essor du commerce, sans prétendre disposer en maître de ses destinées ?

C'est que l'Administration, messieurs, a aussi sa part d'initiative et de responsabilité : notre rôle n'est pas terminé quand le vôtre commence, et je veux indiquer, en finissant, de quelle manière nous pouvons nous aider mutuellement.

L'Etat d'abord peut mettre au service des négociants les moyens d'action dont il dispose, les sources d'information qu'il possède sur ses agents. De plus, notre ministère est souvent conduit à émettre des vœux en matière d'impôts, de transports; à prendre des décisions en matière de douanes, et, la plupart du temps, il se fait votre interprète, votre solliciteur auprès des autres services publics. S'il en résulte des lenteurs et des ajournements, ne vous hâtes pas d'accuser notre organisation administrative; songez plutôt que la division des services tient à la nature des choses parce que les intérêts engagés sont multiples et viennent parfois entraver le progrès que nous avons le plus à cœur. En matière d'impôts et de transports, par exemple, vous comprendriez qu'il y a, d'une part des besoins financiers, de l'autre des droits acquis, et qu'il ne suffit pas de souhaiter pour obtenir. Mais n'oubliez pas que vous avez, dans le Ministère du Commerce, un défenseur vigilant de vos droits, une sentinelle attentive, qui signale et soutient votre intérêt dans toutes les questions publiques, réclame les modifications pressantes et prépare celles que le temps et le bon sens nous accorderont peu à peu.

Vous voyez, Messieurs, que ce rôle serait difficile, si notre bonne volonté n'était soutenue par l'opinion, dont vous êtes un des organes, et par l'autorité d'associations qui touchent d'une main à la science et de l'autre à la pratique, comme la Société Industrielle du Nord. A ce titre, l'Etat n'est pas moins intéressé que vous au maintien et au développement de votre institution, et c'est en son nom que je parle quand je remercie les membres actifs qui l'ont fondée et soutenue. Je n'aurais donc pas besoin d'invoquer les sentiments d'amitié qui me lient à votre président, M. Kuhlmann, pour rendre un juste hommage à son activité d'abord, puis à son zèle pour la Société : Elle vient d'en recevoir une nouvelle preuve, sous la forme d'une dotation considérable. Vous en conviendrez, Messieurs, jamais ces capitaux, fruits de l'intelligence et du travail, n'auraient pu être mieux acquis, ni jamais mieux employés, puisqu'ils vont féconder encore le travail et l'intelligence.

écouté Calisto et les valets du logis, ne ne tarda point à le mettre sur ses gardes. La charmante enfant ne lui apparaissait que furtivement. Avec un air de mystère, elle lui glissait dans l'oreille les mots :

— Prudence !... attendre !...

N'osant la remercier du geste ni du regard, Victor ne se retourna même point; mais, à quelques jours de là, ayant été envoyé au puits, près duquel la filette se trouvait seule :

— Ange béni, murmura-t-il, de quoi écrire, s'il vous plaît ?

Certaine de n'être pas épiée en ce moment, Rita montra un buisson en disant :

— Ce sera caché là, dès que je pourrai.

Puis elle ajouta rapidement :

— Ton nom ?

— Victor.

— Ta religion ?

— Chrétien.

— Ton pays ?

— Français... vendu par trahison.

— Calisto s'en doute, prends garde !

Sur ces mots, l'intelligente enfant disparut.

Victor rapporta ses seaux à l'écurie en faisant une foule de rapprochements qui l'agitaient, l'inquiétaient et le rendirent tellement distrait, quand vint l'heure du service de table, que dona Urbana, impatientée, lui demanda brusquement :

— A quoi penses-tu ?

— A mon sort, répondit-il.

Discours de M. Kuhlmann

Messieurs,

M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce en déléguant M. Ozenne, conseiller d'Etat et secrétaire général de son ministère, pour présider cette solennité, a donné à la Société Industrielle du Nord de la France un témoignage d'estime et de haute bienveillance.

Je suis heureux, messieurs, d'être appelé, dans cette circonstance, à répondre à cet éminent homme d'Etat. Ma longue participation aux affaires publiques m'a fait apprécier l'aménité de son caractère autant que ses profondes connaissances commerciales et industrielles; c'est donc de grand cœur que je viens saluer en M. Ozenne la personnalité la plus élevée de la direction commerciale de l'Administration française.

J'ai encore le devoir d'être auprès du gouvernement l'interprète de la reconnaissance de la Société pour le décret récent qui lui donne le titre et les attributions d'établissement d'utilité publique.

M. Ozenne a bien voulu rendre justice aux efforts que nous avons faits pour mériter cette faveur; puissions-nous répondre aux espérances conçues par lui, et nous montrer à la hauteur des devoirs que ce nouveau titre nous impose.

Son appréciation de nos travaux, empreinte d'une grande bienveillance, sera pour la Société un puissant motif d'émulation, et contribuera à faire naître parmi nous cette confiance réciproque, cette intime communauté d'efforts qui, dans une société comme la nôtre, engendre les plus grands progrès.

L'on a dit avec vérité : « Il n'y a plus de secrets pour qui sait lire. » J'ajouterai, qu'en fait d'industrie, l'enseignement mutuel qui résulte de la communication des inspirations de chacun, en élargissant les idées des manufacturiers, est le plus grand stimulant des découvertes. L'association leur ouvre un monde inconnu, un horizon sans bornes.

Mais, M. Ozenne a traité avec un si rare bonheur la question de l'utilité de l'association des industriels en vue du progrès, qu'il serait imprudent de ma part d'aborder le même sujet. Permettez-moi, cependant, de profiter de cette solennité pour adresser à mes collègues quelques paroles que peuvent justifier mon âge et ma longue carrière industrielle.

Je leur rappellerai, d'abord, que dans la dernière séance publique, pour affirmer l'utilité de notre Société, j'ai fait ressortir la puissance industrielle du département du Nord, par sa population condensée, par le développement de ses manufactures si variées, par le nombre des machines à vapeur qui doublent le travail de ses ouvriers, et, enfin, j'ai donné la mesure de sa puissance industrielle, par l'exposé de sa production houillère et métallurgique.

Je ne reviendrai pas sur ces données, qui sont devenues plus significatives encore depuis l'an dernier; aujourd'hui elles se résument par de seul-fait, que le département du Nord, par son importance industrielle, occupe la première place après le département de la Seine, et que sa production manufacturière est cinquante fois plus grande que celle des départements qui sont au bas de l'échelle.

Les autres départements compris dans la circonscription de la Société, auxquels, comme au département du Nord, s'adressent plus particulièrement nos encouragements, ont aussi une grande importance commerciale; et nous trouvons dans les sociétés industrielles d'Amiens et de Saint-Quentin des sœurs aînées dont l'expérience a été mise à profit lors de notre organisation.

Je suis heureux de voir ici M. le baron de Fourment, président de la Société d'Amiens, qui a bien voulu honorer notre solennité de sa présence. Qu'il soit le bienvenu parmi nous.

La prépondérance de notre région du Nord tend à grandir encore, en présence de l'élan généreux qui s'est produit dans nos Conseils administratifs, dans nos grandes associations houillères et dans nos Compagnies de chemins de fer, pour avancer à l'Etat des sommes considérables, en vue de hâter l'achèvement des travaux d'amélioration de nos ports, l'approfondissement de nos canaux et l'ouverture de voies de communication nouvelles; et, à ce dernier point de vue, signalons le projet gigantesque de la construction d'un tunnel sous-marin destiné à servir de trait d'union entre deux grandes nations.

Disons aussi que nous habitons une ville où la libéralité des administrations n'a pas fait défaut pour assurer une réception digne d'elle au congrès récent de l'Association française pour l'avancement des sciences, ce congrès qui a laissé les meilleurs souvenirs chez les savants accourus des pays les plus éloignés.

Nous avons le droit de nous en glorifier. Combien, enfin, la libéralité du Conseil municipal et du Conseil général ne s'est-elle pas manifestée en faveur de l'application des sciences au perfectionnement de l'industrie ! La construction de l'Institut industriel et commercial a eu lieu comme par enchantement, à la faveur des subsides importants qui ont été votés.

Cette institution est appelée à compléter, en quelque sorte, le programme de la société industrielle du Nord de la France. Cette dernière, débarrassée des détails de l'organisation et de la direction des enseignements multiples que comporte le cadre des études professionnelles, peut porter toute son attention à stimuler les perfectionnements de nos fabrications diverses, à applaudir aux efforts tentés dans ce but et à les mettre en honneur dans le pays, comme le fait avec tant d'éclat la Société d'encouragement de Paris.

C'est ainsi que le Conseil d'Administration de la Société Industrielle du Nord comprend ses efforts. — Chers collègues, je m'adresse plus particulièrement aux plus jeunes de nos associés. Je viens de leur signaler le magnifique terrain offert à leur activité; que le concours de leurs efforts

nous permette d'augmenter la fertilité de ce terrain. Pour arriver à ce résultat, je leur dirai simplement, comme le bon La Fontaine, dans la fable du *Laboureur et ses Enfants* : « Travaillez, prenez de la peine, c'est le fils qui masque le meins. »

Roubaix-Tourcoing

ET LE NORD DE LA FRANCE

Dans les premiers jours de janvier, le JOURNAL DE ROUBAIX sera imprimé en caractères neufs.

M. Robinet de Cléry, ex-procureur de la République, à Lille, actuellement procureur général à Dijon, serait appelé en la même qualité à Paris, en remplacement de M. Sallentin, nommé conseiller.

Par décret sont nommés : Juge de paix du canton ouest de Cambrai (Nord), M. Caplet, juge de paix de Seclin, en remplacement de M. Lancelle, décédé.

Juge de paix du canton de Seclin (Nord), M. Vanderersch, juge de paix de Cysoing, en remplacement de M. Caplet, qui est nommé juge de paix du canton ouest de Cambrai.

On annonce que M. Testelin, député du Nord, est revenu à Lille pour raison de santé. M. Testelin, souffre d'un antrax à la jambe.

Plusieurs mesures très importantes seront appliquées à partir du 1er janvier 1875, écrit le *Petit Journal*.

La première classe, chez les sous-officiers, cessera d'exister à cette époque.

Elle n'est maintenue complètement que pour les soldats.

Pour les caporaux, elle continuera à subsister jusqu'au 1er janvier 1878. La solde des soldats, caporaux et sous-officiers, augmentée dernièrement, est ramenée à l'ancien tarif.

Avant-hier, un cheval, effrayé par des enfants, est tombé dans le canal avec le tombereau auquel il était attelé. L'animal a péri.

Tribunal correctionnel de Lille.

Si quelqu'un a ou du fil à retordre dans la soirée du 13 courant, à Roubaix, c'est le sergent de ville L-berger. Il était chargé de maintenir l'ordre dans un bal public. Un nommé M. Deltourt se battait pour une fille. L'agent lui adressa des observations auxquelles Deltourt répondit par des grossièretés. L'agent voulut avoir son nom. Il s'y refusa en criant : Vive la République ! Nous n'avons pas besoin de police ! Puis prit la fuite en ajoutant « tu es trop bête pour que je te dise mon nom. »

En même temps, la foule se précipita et plusieurs individus empêchèrent l'agent de poursuivre Deltourt. Deux autres mauvais diables, Em. Boulogne, montèrent sur une table et se mit à vociférer : Vive la République ! à bas la police !

Il allait faire un discours démocratique, quand Ch. Lepers vint à son tour crier : Vive la République ! ajoutant que si Deltourt avait eu besoin d'un bras énergique pour empêcher le sergent de ville de l'emmener, il était là. Cette scène a duré plus d'une demi-heure.

M. le substitut Davimeux ajoute ses éloges à ceux que M. le président a donnés à l'agent L-berger qui a montré en cette circonstance une prudence et une longanimité rares. Il ajoute que ces jeunes gens, qui ont grand besoin d'apprendre et de travailler devraient bien d'abord respecter l'autorité et s'abstenir de faire de la politique, surtout de la politique qui consiste à crier : A bas la police ! Il soutient que cette scène a été préméditée et requiert la sévérité du tribunal.

Deltourt, un mois.

Boulogne, un mois.

Lepers, deux mois, et chacun 25 francs d'amende.

Tous les trois quittent le tribunal en pleurant. Espérons que la leçon leur profitera.

—Vingt condamnations, tel est le résumé du casier judiciaire de J-B Huart, dont la résidence obligée est à Roubaix, où il est arrivé le 11 de ce mois en sortant de la maison de Loos. Le 12 il disparaissait. On l'a retrouvé à Tourcoing. Il croit qu'il pouvait circuler dans tout l'arrondissement, ce qui lui irait à merveille, car il aime beaucoup les promenades et du tout le travail.

—Un an et un jour.

—A l'approche de l'hiver E. Catel, de Roubaix, estimait qu'il était bon de se bien vêtir. Il est allé acheter des chaquettes, un gilet de chasse, des bottines, etc., sous le nom de son père qui, paraît-il, est fatigué de payer les dépenses de ce genre. Il donne, du reste, des renseignements détestables sur son fils : « C'est un peïsson, dit-il, qui est tous les jours à Mont-a-Leux, avec des drôles de son espèce qui achèvent son éducation. — Deux mois de prison. »

—A l'approche de l'hiver E. Catel, de Roubaix, estimait qu'il était bon de se bien vêtir. Il est allé acheter des chaquettes, un gilet de chasse, des bottines, etc., sous le nom de son père qui, paraît-il, est fatigué de payer les dépenses de ce genre. Il donne, du reste, des renseignements détestables sur son fils : « C'est un peïsson, dit-il, qui est tous les jours à Mont-a-Leux, avec des drôles de son espèce qui achèvent son éducation. — Deux mois de prison. »

CONVOIS FUNÈRES ET OBITS

Les amis et connaissances des familles FLIPO et DELCROIX, qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Mademoiselle ADELAIN FLIPO, décédée à Roubaix, le 20 décembre 1874, à l'âge de 75 ans, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir bien assister aux convois et services solennels qui auront lieu le mercredi 23 décembre 1874, à dix heures, à l'église Saint-Martin. — Les Vigiles chantées le même jour, à 4 heures. — L'assemblée à la maison mortuaire, Grande-Rue, 125.